

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
6 au 12 novembre 1997

10,00 F

Populaire ou mercenaire

A bas toutes les armées !

LA RÉFORME DE L'ARMÉE est la première réforme capitale qui va être menée à son terme sous le septennat de Jacques Chirac, commencée avec Juppé et terminée avec Jospin. Elle est le volet militaire de la considérable mutation qu'entame l'État pour répondre aux exigences de la mondialisation et se conjugue avec les réformes de la protection sociale, du système de santé, de l'éducation... Toutes ces évolutions sont liées entre elles et doivent conduire à une nouvelle forme d'État, adapté à un monde dominé par le capitalisme mondial.

Une professionnalisation de l'armée

De ce grand « chambardement » militaire, les français ont surtout retenu la suppression du Service national. La mesure était désirée et attendue. Son annonce a logiquement provoqué un soulagement dans la population. Mais elle a aussi servi à masquer l'importance du reste de la réforme: réduction des effectifs et création d'une armée professionnelle, refonte complète de l'industrie d'armement dans le seul but d'en augmenter la rentabilité.

En effet, la dynamique dominante de cette fin de siècle est bien la globalisation des économies et des marchés financiers. Par conséquent, l'État nouveau se doit d'être efficace contre tout ce qui pourrait menacer la prospérité du capitalisme mondial. Pour les bourgeoisies les notions de patrie n'existent pas; par contre rien ne doit entraver la bonne circulation des capitaux, les processus de production et d'échanges... L'actualité récente montre que l'on peut très bien se tuer pour du pétrole (Congo, Angola et probablement demain le Gabon) ou pour du diamant et du Cuivre (ex-Zaïre).

Le grand cirque des polices du monde

Aujourd'hui, les États perdent ou abandonnent certaines de leurs fonctions traditionnelles au profit de gigantesques entreprises transnationales. Leur rôle est de soutenir les nouveaux potentats capitalistes qui se moquent des frontières. Pour ces opérations de « police mondiale » (dont la guerre du Golfe est emblématique) des armées de spécialistes, d'engagés ou voire de mercenaires, sont cent fois

plus compétitives. C'est à cette logique que répond l'État français par la création d'une « force projetable », c'est-à-dire d'un corps expéditionnaire de soixante mille hommes, sur le modèle avoué de la Légion étrangère.

Pour mettre en œuvre des opérations qui relèvent donc plus du maintien de l'ordre musclé que de la guerre totale, et qui impliquent la remise en question des souverainetés nationales et du principe de la « non-ingérence », la nouvelle armée s'est « relookée » en revêtant les habits de l'humanitaire. Les « soldats de la paix »... tout un programme d'aventure que les honnêtes citoyens téléspectateurs peuvent suivre

De même, pour résoudre le problème de « l'insécurité » dans les banlieues, le ministère de l'Intérieur a préparé le plan « Gendarmerie 2002 ». Par ailleurs, la gendarmerie vient de décider la création d'un corps supplémentaire d'officiers et de sous-officiers, chargés de tâches administratives et techniques, afin d'augmenter les effectifs déployés sur le terrain.

Quel nouvel antimilitarisme ?

Dans ce contexte, le premier élément pour une intervention révolutionnaire contre l'armée est, bien entendu, la



sur leur petit écran, via le réseau mondial de communication CNN.

Armée = danger totalitaire !

Si l'État n'a plus besoin aujourd'hui (du moins en France et pour l'instant) de faire intervenir la troupe pour assurer son pouvoir face à la contestation des exclus, ce n'est pas parce que la société est moins « militarisée », mais parce que l'État a infiniment raffiné ses moyens de contrôle individuels et collectifs. La conscription était en réalité devenue trop primaire et trop chère. Il était devenu inutile et anti-économique de former des appelés aux nouveaux armements ultra-sophistiqués. Pourtant, quand ce redoutable système technicien s'avère insuffisamment efficace, comme c'est le cas actuellement dans les banlieues, ou face au terrorisme, c'est à l'armée que le pouvoir a recours. Le plan Vigipirate, toujours en activité, a ainsi permis à des légionnaires, fusil d'assaut en mains, de procéder à des contrôles massifs.

propagande et la lutte contre la désinformation. Nous devons à partir d'une analyse précise de la réalité, proposer un projet politique crédible sur l'ensemble des problèmes posés: suppression et reconversion civile de l'industrie d'armement, aménagement du territoire suite aux restructurations militaires, endoctrinement militariste et nationaliste par le biais de l'École, etc. Il s'agit aussi de réfléchir à la nouvelle place que peut prendre le refus de servir l'État. Peut-être l'objection de demain sera-t-elle celle de enseignants qui refuseront de faire de la propagande en faveur de l'armée ou d'imposer les cours de « morale civique »... ? Enfin, il s'agit de replacer l'antimilitarisme dans la lutte globale des exploités du monde entier contre la domination capitaliste.

Franck Gombaudo
groupe Sabaté (Rennes)

On peut lire: Le numéro 2 de *La Question sociale*, *L'Armée aujourd'hui*, Groupe Sabaté, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes (20 F à l'ordre de « Maintenant »); *Le bel avenir de la guerre* de Philippe Delmas, Gallimard.

• Radioscopie de
• la grande bourgeoisie
• page 2

• Noisy-le-Grand :
• Contre
• l'intégrisme catholique
• page 4

• Congrès I.F.A. :
• un bilan prometteur
• page 6

EDITORIAL

Puisque, versant économie, le gouvernement a apparemment décidé de clore le débat sur l'augmentation des salaires, il ne lui reste donc plus que les valeurs pour tenir lieu de politique sociale... En juin c'était le réalisme qui était en vogue. Ces jours derniers d'autres valeurs montent en bourse étatique. Pour la jeunesse, c'est de morale civique dont elle aurait besoin. Les futurs enseignants seront même soumis à cette épreuve. Quant aux élèves, les leçons précéderont leur inscription obligatoire sur les listes électorales. La machinerie est bien huilée! Après le ton venimeux de ses propos sur le corps enseignant, Allègre le met maintenant en pratique. Cela ne coûte pas cher et caresse le poil de la réaction dans le bon sens. Il n'y a donc pas que le Pape pour redonner des valeurs « saines », la République peut aussi faire ce boulot. Cependant, la valeur essentielle « consensuelle » qui est en haut du hit-parade, c'est la sécurité. Jospin présidera désormais un conseil de sécurité intérieure: un tel vocabulaire sécurise déjà, non? Bref, nous pourrions rire de tout cela, mais hélas c'est bien la réalité. Après avoir emprunté le libéralisme comme politique économique, la gauche emprunte maintenant les valeurs idéologiques de la droite la plus extrême.

Tout cet arsenal « moralo-sécuritaire » déballé depuis une semaine pue vraiment la pêche aux voix des électeurs du FN. (comme pour l'immigration d'ailleurs). Ceux qui, quelques mois en arrière, soutenaient implicitement cette gauche plurielle par un combat anti-FN, au nom des valeurs républicaines, doivent être légèrement gênés... Il leur en apprendra de faire de la politique avec du flou idéologique! Jospin a beau dire que la gauche a une autre conception de la sécurité que celle de la droite: un coup de matraque ou une balle en caoutchouc ne se distinguent pas politiquement! Anarchistes, nous ne pensons pas qu'il y ait des valeurs universelles sorties de « je ne sais où ». N'étant pas des idéalistes, nous savons par contre qu'en fonction de la classe sociale à laquelle appartiennent les individus, des valeurs sont mises en avant pour défendre des intérêts. Celles des exploités, dont nous faisons partie, sont celles qui contredisent l'ordre bourgeois. Ce sont la solidarité de classe, l'entraide, l'internationalisme et le refus des frontières, la désobéissance civile, l'égalité économique... A l'heure où ces valeurs semblent être considérées comme archaïques par nos gouvernants « de gauche », qu'ils sachent notre détermination à les faire vivre.

ISSN 0026-9433 - N° 1099

M 2137 - 1099 - 10,00 F



F°P 2520

La bourgeoisie en France

Radioscopie d'un ennemi de classe

NOUS SOMMES ABREUVÉS de chiffres sur les pauvres. Nous connaissons tout de leur vie pour la simple raison que nous les connaissons et les voyons. Pas une semaine sans qu'un magazine n'en dise un peu plus sur les « exclus », nouveau terme pudique pour dire pauvres. Il est important de montrer aux gens ce à quoi ils échappent (quand ils y échappent) pour justifier leur situation comme normale, voire enviable. Surtout qu'il n'existe plus de riches, de vrais bourgeois comme chacun doit le savoir ! Et tout le monde de s'époumoner pour trouver injuste qu'il y ait tant de pauvres. Mais pourquoi en savons-nous si peu sur les riches ? La richesse n'est-elle pas aussi injuste que la pauvreté dont elle se nourrit ?

En fait, il est difficile d'en savoir plus sur les riches car ils se cachent ou plutôt, se regroupent dans des sphères très fermées. Ils s'excluent ainsi volontairement de la société puisque l'enjeu est d'éviter la promiscuité sociale et le rapport avec les basses classes. Du moins, celui-ci est limité aux rapports avec les gens de maison ! Ceux-ci sont aujourd'hui 433 000 en France, signe de bonne santé des riches et surtout que la politique de gauche comme de droite visant à offrir plus facilement du personnel aux riches, dans le cadre des emplois de service, est efficace !

La richesse en chiffres

Certains chiffres peuvent aider à mesurer la richesse. Sans vous abreuver de données statistiques, ils sont aussi utiles que ceux sur les pauvres ou le montant du S.M.I.C. Ainsi, 2,9 % des ménages (soit 650 000) s'approprient 15,2 % des revenus en France. A l'autre bout, 17,5 % des ménages (soit 3 millions) récupèrent 5,8 % des revenus. Ces 2,9 % de ménages riches ont donc un revenu par unité de consommation (nombre de per-

sonnes dans le ménage) de plus de 25 000 F par mois : donc à peu près 60 000 F mensuels pour le ménage. Mais les riches présentent une grande diversité et ont leurs « pauvres » : ainsi, 15 000 ménages en France ont un revenu supérieur à 300 000 F et constituent une petite caste qui cumule revenus, patrimoine, culture et pouvoir politique. On peut certainement y trouver des gens comme Guy Dejouanny (ex-P.D.G. de la Compagnie générale des eaux) qui ont 41 000 F par jour de salaire (plus des actions...) ou Serge Tchuruk (P.D.G. d'Alcatel) avec 30 000 F par jour, Louis Schweitzer (P.D.G. de Renault) avec 5 500 F par jour, ou pour finir, Jean Gandois (ex-patron des patrons, P.D.G. de Cokerill) avec 3 500 F par jour. Bref, tous ceux qui nous abreuvent de discours sur notre société et la morale du travail ! Faut-il rappeler que le S.M.I.C. tourne à 175 F par jour et le R.M.I. à 80 F par jour. Jusqu'à la famille Hutin-Desgrée du Lou dont la fortune professionnelle s'établit à 1 milliard de francs sans que cela ne les gêne de remplir Ouest-France (leur propriété) et ses édités de prose catho et bêlante sur la pauvreté du monde !

La liste serait trop longue mais cela donne un aperçu du monde dans lequel vivent nos dirigeants. On comprend que la richesse ne cherche pas à se montrer et à se faire connaître.

Mais la richesse ne provient pas seulement du revenu. Ce qui compte « chez ces gens là », c'est d'être digne de ce que l'on reçoit, de le faire fructifier et d'en transmettre plus. Les successions sont donc un vrai casse-tête : il s'agit d'éviter le plus possible que l'État n'en prenne. C'est pour cela que tant de dispositions fiscales n'ont d'autres buts que de rassurer les grands propriétaires et de laisser leur patrimoine hors de toute atteinte.

C'est ainsi que l'impôt de solidarité sur la fortune rapporte à l'État à peine la moitié de la vignette auto-

mobile. Les riches peuvent compter sur des relations patiemment mais sûrement tissées avec toutes les formes de pouvoir, qu'il soit politique, médiatique ou financier. Car le revenu ne suffit pas, à moins d'en rester à être un parvenu. Un gros revenu permet d'épargner et d'accumuler - d'où l'amour de la pierre ou de la propriété familiale - tout comme un patrimoine bien placé rapporte énormément. La personne la plus riche de France - à savoir Lilliane Bétancourt, propriétaire du groupe L'Oréal - possède ainsi un patrimoine de 42 milliards de francs, soit à peu près 7 milliards de dollars. Or, placé sur le marché des capitaux, au taux de 3,15 % en moyenne, un milliard de dollar rapporterait un revenu journalier d'environ 470 000 F, soit un revenu horaire de près de 20 000 F à raison de 24 heures par jour !

Les liens revenu-patrimoine sont donc importants. Les deux servent à installer les riches dans une ostentation de leur place sociale : le revenu pour s'acheter des biens de luxe, pouvoir jouer au casino ou encore louer une chambre au Ritz à 25 000 F par jour et le patrimoine pour assurer les arrières et signifier son appartenance à une caste bien établie.

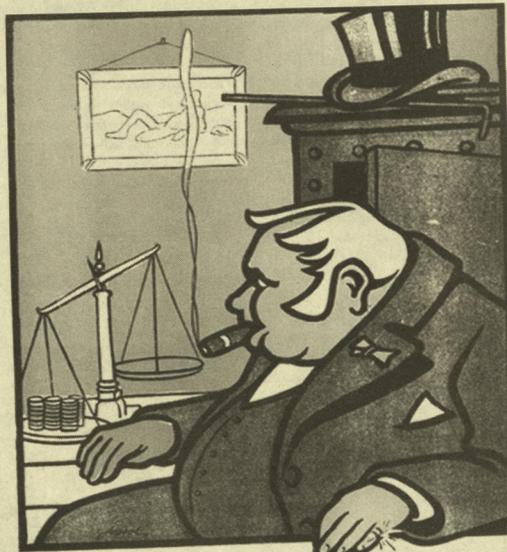
Privilèges et tradition

Car il s'agit bien d'une caste avec ses traditions, ses privilèges, ses manières de vivre, ses gestes. Il est important de se distinguer de façon à être hors de portée des autres. Il en va ainsi de la culture - d'où le mécénat et la déférence pour l'art -, comme des manières de table ou de la domesticité que l'on entretient. Il faut ainsi s'extraire de tout ce qui est commun, c'est-à-dire populaire. Il est hors de question d'aller au cinéma par exemple. Par contre, toutes les pratiques culturelles qui sont fermées et sélectives socialement sont très prisées. Il en va ainsi de certaines pratiques sportives comme la chasse (à courre évidemment), le golf, le ski nautique ou encore le ski d'hiver (celui d'hiver étant déjà estimé trop populaire). Il en va ainsi des visites privées d'exposition qui sont organisées par des agences qui louent un musée après la fermeture au public pour éviter cette promiscuité sociale qui fait si peur aux grands bourgeois. De même, une bonne partie des loisirs et de la sociabilité est vécue dans les clubs. Lieux très prisés et financièrement sélectifs, ils permettent de se constituer un réseau de connaissances et de pouvoir impliquant différents milieux. Mélange d'hommes

d'affaires, d'hommes politiques et de personnages bien en vue, ils montrent l'interpénétration entre loisir et travail chez les riches. Rien n'est jamais complètement gratuit, toute pratique est référée à l'intérêt qu'elle présente pour consolider la place de la famille. Ces clubs montrent aussi à quel point l'entraide et la solidarité a un sens chez les riches. En fait, les riches constituent un « entre-soi » qui évince ceux qui n'y ont pas accès. Cet « entre-soi » évite aussi un regard trop présent sur leur mode de vie.

de la grande bourgeoisie trouve son lieu de sociabilité dans les rallies. Ces bals organisés par les parents sont l'occasion de mettre de l'ordre dans les relations amoureuses pour éviter tout débordement des passions sur l'intérêt familial de classe. Cet énorme contrôle social explique aussi pourquoi la grande bourgeoisie peut parfois connaître des activités orgiaques qui se chargent de compenser le corset de la famille sur l'intimité.

Cet aperçu sur la grande bourgeoisie montre que les dominants sont



L'espace occupé par les riches est somme toute réduit mais très dense. Jamais plus de quelques rues dans un quartier, jamais plus de quelques restaurants ou lieux très fermés dans une ville.

C'est ainsi que se constitue un territoire de la richesse. Au quartier est lié l'école et l'ensemble des structures (cliniques, restaurants...) qui permettent une socialisation entre soi nécessaire pour qu'une minorité puisse garder son identité. Ce qui est refusé aux autres est ici valorisé. Ce sont notamment dans les clubs que se tissent les relations nécessaires qui identifient des intérêts de classe avant tout autre intérêt. Ainsi, le Jockey club (club le plus fermé composé de 1000 membres), le Club interallié (qui regroupe aussi des officiers de l'armée), le Polo et une centaine d'autres clubs en France regroupent et mobilisent la grande bourgeoisie. Il n'existe guère de groupe social suffisamment conscient de lui-même et de ses intérêts pour gérer avec autant de vigilance ses territoires, ses relations, les alliances matrimoniales de ses enfants.

Là encore, il y a interprétation entre la sphère publique et la sphère privée. Les alliances doivent être gérées à la façon d'un patrimoine comme des relations et la famille. Outre les ghettos dorés, la jeunesse

tout à fait conscients de leurs intérêts. Les 163 000 personnes qui acquittent notamment l'impôt de solidarité (belle foutaise) sur la fortune, qui possèdent donc un patrimoine privé supérieur à 4,5 millions de francs, ont un pouvoir financier, politique, économique énorme qu'il leur importe de défendre.

Loin des discours sur la France qui serait devenue une grande classe moyenne, le rappel de la force et de l'énergie déployée par la grande bourgeoisie pour préserver son pouvoir met en évidence son existence et sa nocivité. Elle accapare non seulement une énorme partie des richesses produites mais elle en détourne aussi une grande partie dans son intérêt, et notamment l'argent des contribuables, dans cette sorte de redistribution à l'envers dont la France a le secret. Nui doute que les liaisons en son sein entre hommes d'affaires, financiers, militaires, hommes politiques lui assurent un pouvoir démesuré eu égard à sa contribution.

La perpétuation de la grande bourgeoisie montre aussi que le vrai pouvoir se maintient et se développe dans une social-démocratie et que les inégalités et le pillage dont elle est à l'origine ne peuvent cesser sans la disparition de son rôle social par la disparition de la propriété privée.

Most

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Université de Nanterre : Rien ne va plus !

COMME CHACUN LE SAIT, le mois d'octobre est marqué par la rentrée universitaire, dont les inscriptions administratives sont plus ou moins bien gérées selon les facs et leur taille. Cette année, le budget alloué au fonctionnement de l'université de Nanterre a encore été baissé. Conséquence : de nombreux étudiants se sont retrouvés sur le carreau. Les « sans facs » ont rencontré et rencontrent encore des difficultés réelles à s'inscrire pour des raisons autant diverses et variées que nombreuses et quantifiables.

Quand les problèmes se dénoyent dans la pelle

Certains, d'origine étrangère, sont vaguement soupçonnés de rechercher le statut social d'étudiant afin d'obtenir (ou de prolonger) le droit de résider légalement sur le sol français (donc d'être finalement de faux étudiants). Ils ne peuvent donc pas, d'après l'administration universitaire, obtenir de droit d'inscription s'ils n'ont pas présenté leur carte de résidence. Bref, ces personnes ne possèdent pas le droit à l'enseignement supérieur délivré par l'université de Paris, Besançon, Lyon, Montpellier, Rennes ou ailleurs, parce qu'elles n'ont pas de papiers libellés « nationalité française ».

Certains encore sont refoulés de la liste des inscrits car leur bac étranger n'est pas reconnu par l'université.

D'autres sont considérés comme des étudiants non-prioritaires car ils ont obtenu leur baccalauréat, ou équivalent, il y a un, deux, trois ans ou plus... or la priorité d'inscription va aux personnes ayant eu leur bac en juin 1997. Ainsi, reprendre ses études après une période de chômage ou après une période d'activité professionnelle (comme par exemple les nombreux enseignants inscrits en sciences de l'éducation) est moins facile pour les anciens bacheliers que pour les récents. Y a-t-il donc un âge pour suivre l'enseignement de son choix ?

On rencontre également des personnes refoulées d'autres établissements qui, faute d'avoir été accueillies par l'I.U.T., le B.T.S., l'école ou l'université quelconque de leur choix, cherchent alors à s'inscrire à Nanterre. Eux aussi connaissent de véritables difficultés à s'inscrire, car ils sont considérés comme retardataires. Sans inscription universi-

taire, sorte de « dernière chance » finalement, il ne leur reste plus qu'à aller apprendre à pointer à l'A.N.P.E. Chouette avenir...

A ces quatre cas de « sans facs » s'ajoute un cas de « t'as plus le droit à la fac ». En effet, l'obtention du D.E.U.G. se fait en théorie en deux années, voire en trois. Or, pour des raisons X ou Y, certains étudiants n'arrivent pas à l'obtenir dans ce laps de temps. Des dérogations sont alors à gentiment demander à l'administration... Mais comment est-il possible de se les voir accorder dans une université prévue pour environ dix-sept mille étudiants, mais dans laquelle se croisent pas loin de trente-cinq mille étudiants ?

Ainsi, si des étudiants sont refoulés pour des raisons d'ordre politique (légitimité des frontières ?), d'autres le sont pour des raisons d'ordre économique.

En effet, d'année en année, le budget accordé à l'enseignement supérieur baisse et l'état des universités en dépend (sauf, bien entendu et soit dit en passant, pour les facs dites « Pasqua » en région parisienne et « Méhaignerie », ou Ker Lann, en Ile-et-Vilaine qui, malgré leur statut privé, n'en bénéficient pas moins des deniers publics provenant des Conseils généraux, régionaux et autres collectivités locales). On peut donc observer d'une part la dégradation des bâtiments, et d'autre part une carence dans les enseignements apportés. Pour exemple, d'une année sur l'autre, on peut constater la baisse du volume horaire accordé à un diplômé donné, ce qui se traduit par la pure et simple diminution du nombre de cours ou de T.D., et ce qui endommage donc l'approfondissement des connaissances.

Vers une université acéphale ?

Face aux problèmes d'inscription, la réaction - de la C.N.T.-F.A.U. et du syndicat étudiant U.N.E.F. essentiellement - ne s'est pas faite attendre. En une occupation, de nombreux cas ont été résolus, même si d'autres potentiels étudiants demeurent encore sur la touche. Mais la lutte continue, assurent les camarades de la C.N.T....

Et pour la petite histoire, la crise générée par l'occupation de la salle informatique pour tenter de résoudre par la pres-

sion les cas de « sans facs », accumulée à la baisse répétitive des moyens budgétaires accordés, a fait démissionner la présidence et l'équipe administrative à l'avenant, le mercredi 22 octobre. Plus exactement, le fait que le président ait demandé à deux reprises l'intervention des forces de l'ordre pour mettre fin à l'occupation, sans que cela ne lui ait été accordé, lui a laissé l'amère impression

d'être désavoué... Quoi qu'il en soit, de mémoire d'étudiant, c'est un fait rare, voire unique, que de voir une telle démission en bloc ! Le problème est maintenant que les administrateurs « sortants » renvoient les étudiants inquiets de leur sort à l'adresse du Rectorat ; et ce en attendant qu'un suppléant, « médiateur » (ce mot est tellement à la mode), ne débarque pour sans

doute affirmer qu'il ne connaît guère la situation et ne peut donc guère le résoudre.

Ce qui se passe dans les « grosses usines » que sont les facultés reflète la réalité économique, politique et sociale : racisme, austérité budgétaire tous azimuts, etc. Il faut que cette escalade vers l'absurde gestion des universités cesse.

@nne, groupe Louise Michel (Paris)

Privatisation : quand l'intérêt collectif se meurt dans l'intérêt particulier

LES ALTERNANCES SUCCESSIVES des années 1980 entre privatisation et nationalisation ont montré l'importance du phénomène. On nationalise des entreprises qui périssent (Rhône-Poulenc, Usinor, Péchiney en 1981). Leur gestion publique va permettre de réaliser les restructurations qui auraient été coûteuses pour les actionnaires privés, tout en laminant les capacités de résistance de personnel. Puis, après un redressement généralement qualifié d'exceptionnel, on privatise quelques années plus tard les mêmes entreprises.

Pendant cet intermède, la collectivité a payé une redistribution, telle qu'elle fonctionne souvent dans notre société, des plus pauvres vers les plus riches. En effet, la nationalisation s'effectue au prix fort pour masquer la contrainte de la situation (qui est insupportable pour un responsable de la gauche bête) alors que la privatisation s'effectue au prix faible pour montrer la bonne volonté de l'État, qui illustre ainsi sa fonction de régulateur-dominant au service de la bourgeoisie.

Cette redistribution à l'envers a encore fonctionné avec France Telecom : l'action à 182 F tenant lieu de subvention aux propriétaires capitalistes, nouveaux bénéficiaires du travail des agents. Il suffit de constater que l'action est montée immédiatement à 205 F pour prendre conscience de cette sous-évaluation initiale. En l'espace d'une heure, la spéculation d'oisifs financiers leur aura rapporté 230 000 F pour 10 000 actions achetées.

Le profit contre la solidarité

La disparition du service public signifie la fin de la péréquation. Or, l'idée de péréquation, inhérente en principe à un véritable service public, est l'amorce d'une société où serait appliqué le principe communautaire « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». En clair, cela veut dire que l'usage d'un service est déconnecté de sa rétribution. Par exemple, tout le monde finance l'école quel que soit l'usage que chacun peut en faire (on ne paie pas en fonction du nombre d'enfants scolarisés). En cela, les anarchistes défendent sur un plan économique l'idée de la production de services sous la forme de services publics, la critique essentielle tenant à la gestion non populaire de ces mêmes services dans notre société et notre aliénation par les technocrates qui se substituent aux citoyens.

Si on prend le cas d'Air France, dont la privatisation prévue-programmée est retardée, le problème apparaît clairement. Actuellement, les lignes excédentaires subventionnent en partie l'existence de lignes déficitaires. En clair, le voyageur du Paris-Marseille finance une partie du voyage Paris-Brest. Casser cette déconnexion revient à baisser le prix du Paris-Marseille et à relever énormément celui du Paris-Brest. C'est d'ailleurs ce qui se passe depuis le 1^{er} janvier 1997 où les lignes aériennes sont ouvertes à la concurrence. Ainsi, la compagnie allemande Lufthansa a créé plusieurs lignes mais toutes sur des liaisons rentables, ce qui lui permet d'offrir des tarifs plus bas. On attend que la Lufthansa assure Paris-Brest !

Il en sera de même avec les privatisations programmées du Réseau ferré

français ou de E.D.F. La privatisation nous éloigne toujours de ces principes de solidarité de base contenus dans le fonctionnement économique des services publics, sauf quand ceux-ci, comme c'est devenu la norme, sont déjà soumis par nos gouvernants au même fonctionnement qu'une entreprise privée.

Pour nous, défendre les services publics a une signification : c'est permettre la déconnexion entre l'usage des biens et leur financement. Cette démarche correspond à la nôtre si tant est que le contrôle et la gestion de ces services sont assurés par les usagers organisés. C'est parce que gauche et droite ont perverti l'idée même de service public qu'il est d'ailleurs si facile de les privatiser.

Most

LILLE

Les fascistes passent à l'acte

Alors que d'ores et déjà des autocollants de différents groupuscules d'extrême droite fleurissaient sur la faculté de Lille III et que des menaces avaient été proférées à l'encontre des militants et militants de l'A.G.E.L.-U.N.E.F. de cette même université, alors que des distributions de tracts de Renouveau étudiant ont été faites sur Lille II, alors que des rumeurs laissent entendre que la D.P.S. envisage de s'opposer à la diffusion du film de René Vautier « Avoir vingt ans dans les Aurès » le 10 novembre à Tourcoing, alors que des compagnons de la Fédération anarchiste de Poitiers et Lyon ont eu à subir des agressions fascistes, nous apprenons que le squat le Teepy de la rue de Douai à Lille a du repousser à de nombreuses reprises des assauts d'extrémistes.

En effet, dans la nuit du 30 au 31 octobre 1997, une dizaine de jeunes néo-nazis sont passés à trois ou quatre reprises pour invectiver et menacer les squatters présents dans les lieux à ce moment-là. Cette première nuit s'est soldée par des fenêtres brisées et quelques heures sans gravité. Par contre, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, les agressions fascistes qui se sont succédées de 21 heures à 6 heures du matin ont conduit à l'hospitalisation d'un jeune homme qui sortait du Teepy vers une heure du matin, et ce à deux pas de la porte d'entrée. Sans l'intervention de quelques squatters, nous n'osons imaginer ce qui aurait pu advenir de ce compagnon. Cinq hommes armés et très bien organisés lui ont fracturé l'avant-bras et occasionné quatre points de suture à la tête. A noter que les agresseurs étaient âgés de toute évidence de 20 à 50 ans. Ce qui laisse supposer que cette vague d'agression implique non seulement les jeunes extrémistes de droite mais également de plus vieux soudards en mal de ratonnades et d'actions d'éclat.

Nous appelons tous les antifascistes à exprimer leur solidarité avec le squat du Teepy (25, rue de Douai à Lille).

Groupes May Picqueray et Humeurs noires de la Fédération anarchiste

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fga>

En bref

● Le numéro 26/26 du bulletin Brisons nos chaînes vient de paraître. Il vous propose un regard dissident sur le monde de la télévision et des médias. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

■ Le grain de C.E.L. de novembre vient de paraître. La revue trimestrielle du centre d'éducation libertaire Bonaventure coûte 10 F. Bonaventure : 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint Georges d'Oléron.

■ L'Anarcho n°10 publie un dossier sur les libertaires et le roman noir. On peut le commander à ADCL, B.P. 4171, 06303. Nice cedex 4. (42 pages, prix libre).

se

se trouve son
par les parents
ordre
pour
ment des pas-
mil de classe.
trôle social
qui la grande
fois connaître
es qui se char-
le corset de la

de bourgeois
dominants sont



de leurs inté-
0 personnes qui
ment l'impôt de
outaise) sur la for-
ent donc un patri-
leur à 4,5 millions
pouvoir financier,
nique énorme qu'il
éfend.

sur la France qui
une grande classe
el de la force et de
yée par la grande
ur préserver son
vidence son exis-
té. Elle accapare
une énorme partie
oduites mais elle en
une grande partie
t, et notamment
ntribuables, dans
redistribution à
France a le secret.
les liaisons en son
nes d'affaires, finan-
hommes politiques
pouvoir démesuré eu
bution.

de la grande bour-
aussi que le vrai pou-
nt et se développe
-démocratie et que
le pillage dont elle
peuvent cesser sans
son rôle social par
la propriété privée.
Most

NOISY-LE-GRAND

Jetons L'A.N.C.R.E.!

L'ÉGLISE TRADITIONALISTE Saint-Martin des Gaules de Noisy-le-Grand qui sera inaugurée en grande pompe, excusez « consacrée à Dieu », le 11 novembre 1997, n'est pas seulement un symbole à abattre. Il faut savoir que la Fraternité Saint Pie X, dénomination juridique de l'église schismatique lefebvriste et fondée par Mgr Lefebvre lui-même, tisse sa toile progressivement en France et dans le monde.

Elle possède déjà en France une centaine de lieux de culte, scolarise hors contrat près de 3 000 enfants et édite des revues. Ses liens se nouent tant avec la frange traditionaliste du Vatican qu'avec l'extrême droite : en effet si l'évêché de Saint-Denis et le curé de Noisy-le-Grand refusent leur soutien à l'A.N.C.R.E., il n'a pas été difficile à cette dernière de trouver un appui en la personne de Dom Calvet, évêque traditionaliste reconnu par la hiérarchie catholique, abbé du monastère Notre Dame du Barroux et membre de commandos anti-IVG.

Quant à la collusion avec les partis d'extrême droite, on relève dans le comité de soutien à l'A.N.C.R.E., la présence, entre autres, de Pierre Bernard (« sans étiquette » et membre de l'Opus Dei), des proches des juntes d'Argentine, de Bolivie, du Chili, des proches du caudillo, des membres du F.N. La première pierre fut posée par un évêque schismatique d'Amérique latine.

L'A.N.C.R.E. dont le président François Triomphe était candidat aux dernières élections municipales, entend assurer un point d'ancrage régional pour le mouvement d'extrême droite dans une ville où le F.N. a fait 24% aux dernières élections municipales et législatives (cinq élus F.N. au conseil municipal) et dans un département « menacé par les problèmes sécuritaires ».

Le travail de propagande est déjà à l'œuvre : diffusion de tracts par l'A.N.C.R.E. lors du 1^{er} Mai et pour la fête « Bleu-blanc-rouge », large invitation pour le 11 novembre prochain (2 000 personnes dont 1 800 pour un banquet), appel par l'inter-

médiaire du journal *Rivarol* à visiter le chantier.

Le PS peu fier de son acte, a bien tenté de se refaire une virginité et de récupérer la mobilisation du collectif en proposant une vaste salle municipale pour des débats mais ce, en échange du silence des organisateurs les plus actifs : Fédération anarchiste, Initiative Républicaine et Noisy Autrement. Le collectif a rapidement remis le PS dans le camp qu'il s'était choisi au départ.

Les connivences politiciennes ont de graves conséquences : l'implantation d'un lieu de propagande extrémiste dans l'est parisien. Que le maire de Noisy-le-Grand attende cinquante ans pour faire lui aussi sa « repentance » ne nous intéresse évidemment pas. Même s'il n'attendait pas, cela ne changerait rien à l'affaire. Ce qui importe aujourd'hui est de montrer avec force que nous ne sommes pas dupes et que les complicités – qu'elles soient délibérées ou par ignorance – avec les intégristes sont coupables.

Anticlé



Manifestation

mardi 11 novembre à 12 heures
Champy
(gare Noisy-Champs du RER ligne A)

Petite histoire d'un combat contre des intégristes

DEPUIS 1987, dans un local prêté par la mairie de Noisy-le-Grand, l'A.N.C.R.E. (Association noisienne catholique pour la continuité du rite dans l'Église) célèbre une messe dans le quartier du « Pavé Neuf ». François Triomphe, le président de cette association, véritable main droite de Dieu, peut se laisser aller à des propos sentant fort le bon temps des colonies : « Ces populations ont une aspiration à retrouver ce que le missionnaire leur apportait autrefois. » Tout un programme...

Fort du soutien de la fine fleur de l'extrême droite (dont Gérard Calvet, membre de commandos anti-IVG, proche de Chrétienté-Solidarité présidée par Romain Marie du FN. et dirigeant de l'A.G.R.I.F.; Serge de Beketch, FN., directeur de la communication de Toulon; Pierre Bernard, député maire de Montfermeil; Jean François Chiappe, historien, membre du bureau politique du F.N.; André Delachaux, directeur de Radio renaissance; Jean Ferré, patron de Radio courtoisie, etc.) l'A.N.C.R.E. décida de renforcer son audience par la construction d'une église.

Pour ce faire, une chapelle du XIX^e siècle fut achetée 360 000F à un marchand de matériaux. Cet édifice de plus de trois cents tonnes fut transporté pierre à pierre des Deux-Sèvres à Marne-la-Vallée (coût?) sur un terrain acheté, ironie de l'histoire, rue Jules Ferry, pour 1,2 millions de francs. Le devis de reconstruction fut établi aux alentours de 600 mille francs. Comme on le voit, la misère sait épargner les beaux quartiers et il pleut toujours où c'est mouillé!

François Triomphe pense, d'ici cinq ans, installer un prieuré avec une communauté de moines. Nous pouvons déjà prévoir l'ouverture d'écoles privées. En effet depuis sa fondation en 1970 par Mgr Lefebvre, la Fraternité Saint Pie X sait utiliser au mieux la loi Falloux de 1850 pour semer ses bâtiments. Ces écoles, lieux de propagande de prédilection où l'extrême droite se retrouve chez elle, s'inscrivent dans les 10% « hors contrats ».

Complice et coupable

Le permis de construire, refusé par l'ancien maire U.D.F.-R.P.R. de Noisy-le-Grand, sera délivré par le maire socialiste rocardien Pajon, qui confond tolérance et complicité. Officiellement, il déclare vouloir éviter un procès à sa ville, mais alors, comment justifier le fait qu'il refuse aujourd'hui un permis de construire à une autre secte : les Témoins de Jéhovah. « Je ne pense pas que l'on fasse avancer la cause laïque en adoptant une attitude aussi intégriste. » déclare-t-il. De tels propos montrent rapidement pour qui il roule.

Pajon reconnaît avoir aussi été sensible à l'architecture « vieille France » de la chapelle pour accorder le permis de construire. On croit rêver ! Du moment que l'édifice est sympathique, il oublie qu'il recèle un lieu de propagande régional antilaïque et antirépublicain. Officieusement le but,

lamentable, est plus simpliste : diviser la droite pour garder un trône en mairie et à la chambre des députés. La soif du pouvoir est plus forte que la défense des libertés. Ainsi sans prévenir le Conseil municipal Pajon signa le cadeau à l'extrême droite. Combien de voix ?

La pose de la première pierre : une parade d'extrémistes et de royalistes

La pose de la première pierre s'est effectuée le 4 février 1996. Une centaine de Noisiens, sachant qui se cachait derrière l'A.N.C.R.E., ont manifesté leur opposition au projet dans la froideur pendant que 250 fidèles, habillés avec élégance, se gavaient de petits fours dans l'hôtel Adagio, avant de se rendre sur le chantier, escortés par un immense pavillon chouan battant au vent. Il est donc évident que cette chapelle redynamisera les actions de l'extrême droite en Seine St Denis et que cette « petite sœur de Saint-Nicolas du Chardonnet » comme aime la nommer le *Figaro*, servira de siège aux croisades anti-IVG.

Des adversaires déterminés

Dès le début des travaux de construction, de vives réactions apparaissent. Soit des personnes réagissent individuellement : dépôts de couches usagées sur le chantier et une attaque en règle dans la nuit du 19 au 20 février qui se soldera par une clôture abattue, des pierres et le chantier badigeonnés à l'huile de vidange et quelques quatre ving sacs de ciment rendus inutilisables. Les réactions de l'extrême droite se font dans toutes les directions : François Triomphe y voit la contre-attaque du diable, Radio courtoisie appelle ses auditeurs à monter la garde autour du chantier, *Présent* et *Rivarol* lancent des souscriptions.

De leur côté, plusieurs organisations se regroupent

autour d'une plate-forme et lancent un collectif de vigilance sur Noisy. Ce collectif, très large, regroupe des organisations allant des anarchistes au Mouvement des citoyens en passant par la C.N.T., le S.C.A.L.P., Initiative républicaine, Noisy autrement, les Verts, la L.C.R., Sud-C.R.C., le P.C.F. et l'U.N.E.F.-I.D. La première apparition publique des signataires sera de recouvrir les inscriptions racistes qui souillent la ville et que le maire refuse de faire nettoyer par ses services. Le collectif lancé, la plate-forme sera affichée en ville. Les 12 et 13 janvier, c'est l'apparition publique et massive du comité sur le marché pour faire signer une pétition. Une affiche cosignée des différentes organisations membres proclamant « nous n'en voulons pas ! » apparaît sur les murs.

Le FN. profite du bulletin municipal pour calomnier le collectif : « cette association contre l'ordre moral de par sa définition reconnaît ouvertement le mal (drogue, vol, viol et meurtre) ». Aucune note de la rédaction n'accompagnera la tribune, alors que celle du R.P.R., qui parle du permis de construire, subit un chapô.

De son côté, le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste produira deux affiches sur la poussée de l'extrême droite à Noisy-le-Grand. Celle qui rappelle le rôle du maire socialiste dans l'obtention du permis sera poursuivie en justice par Pajon. Non content de faire progresser la cause de l'obscurantisme et de la bêtise, le mégalo réprime.

Malgré les législatives démobilisatrices et les rêves pour certains d'une gauche plurielle, le collectif maintient son cap pour préparer les réactions à la première messe intégriste du 11 novembre et faire comprendre que Noisy-le-Grand est un enjeu national.

Georges Lecardinet



Denis Sassou Nguesso : employé du mois d'Elf-Congo

L'N'AURA FALLU QUE QUELQUES mois à Denis Sassou Nguesso pour reprendre le contrôle du Congo, écarter de la présidence de la République Pascal Lissouba, et mettre ainsi fin à cinq années de conflits politiques. Cet affrontement qui, selon les observateurs, s'est soldé par la mort de plusieurs milliers de personnes, illustre l'instabilité croissante régnant dans le pré-carré français et marque le retour sur le devant de la scène d'un vieux dinosaure de la politique écarté au début des années 90 lors du « processus de démocratisation ».

La guerre des chefs

Depuis de nombreuses années, trois hommes dominent la vie politique congolaise : Denis Sassou Nguesso, Pascal Lissouba et Bernard Kolélas. Le premier, « marxiste-léniniste » devenu « social-démocrate » (et dont on estime la fortune à 1200 milliards de francs CFA!) a dirigé le pays de 1979 à 1991 ; le second, Pascal Lissouba, vieux routier de la politique, l'a remplacé à l'issue d'élections libres en 1992 ; le troisième, Bernard Kolélas, est quant à lui l'éternel opposant qui, ne disposant pas de la fortune financière de ses adversaires, ne compte que sur la mobilisation populaire pour faire entendre sa voix. A côté de ces hommes, grenouillent de nombreux politiciens à la petite semaine, venus chercher dans la profession politique des moyens de vivre. Sans programme ni idée, ils se vendent, changent d'alliance, font et défont les majorités. Pour Patrick Quantin, « le "système" des partis

n'offre qu'une faible signification car il est issu d'une logique différente et largement indépendante de la structure du conflit social. Il est le résultat des stratégies de groupes de professionnels de la politique en quête de postes et ne s'appuyant pas sur une mobilisation de masse orientée par des projets politiques clairement discernables. » (in *L'Afrique politique, Vue sur la démocratisation à marée basse*, Karthala 1994). Cela explique pour une bonne part la difficulté à comprendre les évolutions politiques actuelles en dehors des chemins balisés par le culturalisme (les Africains ne seraient ainsi pas mûrs pour la démocratie, selon Jacques Chirac).

Les luttes de pouvoir sont bel et bien des luttes pour accéder à la richesse, c'est-à-dire à la capacité de ponctionner dans les deniers publics. Le processus démocratique, sensé reposer sur la « vertu » (défense de l'État de droit, de « l'intérêt général », séparation entre public et privé, etc.), est donc vérolé dès le départ par la capacité de nuisance même des acteurs.

Elf : I need somebody...

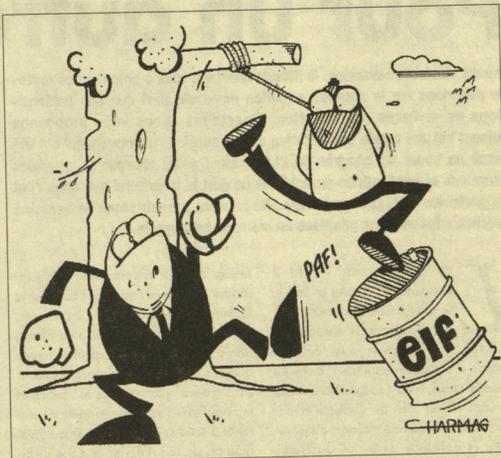
La victoire de Sassou Nguesso n'est pas pour déplaire à Elf-Aquitaine, un des piliers de la Françafrique. Elf-Congo contrôle en effet les trois-quarts de la production pétrolière. Installé dans ce pays depuis la fin du deuxième conflit mondial, il s'est toujours accommodé du sens des affaires de l'ancien dirigeant. Pour la plupart des observateurs, il ne fait d'ailleurs aucun doute que Sassou Nguesso n'a pu

armer ses troupes sans le soutien de l'entreprise française.

La victoire de Lissouba en 1992 fut évidemment mal perçue par la compagnie française qui avait défendu jusqu'au bout l'ancien dictateur. Pascal Lissouba leur fit payer la note en se tournant vers les compagnies pétrolières américaines, notamment Occidental Petroleum (Oxy), et en augmentant les taxes et la part de l'État dans l'exploitation du brut. Il en rajouta une louche en obtenant d'Oxy qu'il assure le paiement des arriérés de salaire des fonctionnaires. Crime de lèse-majesté ! Même si cela pèse lourd dans le budget, l'État français ne peut permettre qu'une multinationale s'introduise ainsi dans les affaires franco-africaines !

Certes, depuis cet épisode, les relations se sont quelque peu détendues, mais il n'en demeure pas moins vrai que le retour du « vieil ami de la France » est un bien meilleur gage de stabilité pour la rente pétrolière que le « rétif » Lissouba ! Pour preuve, la discrétion de l'Élysée face à la menace de guerre civile : il y a quelques années, ce sont les militaires français qui auraient « ramené » le calme à Brazzaville, comme ils le firent dernièrement en Centrafrique.

Josselin, secrétaire d'État chargé de la coopération a beau dire « qu'aucune richesse, fût-elle pétrolière, ne peut excuser quatre mille ou cinq mille morts », on a du mal à croire que les armes, en provenance d'États africains proches des intérêts français (dont le Gabon), parvenues aux miliciens « cobras » de Sassou Nguesso, le furent par hasard. Même si parfois, les différents réseaux qui forment la Françafrique se font des



croche-pieds, l'épisode congolais laisse plutôt penser que la logique impériale de l'État français et celle de la multinationale Elf se sont bien accordées ! Lissouba l'a d'ailleurs bien compris : lâché par la France, il s'en est allé chercher soutien auprès de Kabila, Kagamé et Museveni, espérant de ceux qui détrônèrent Mobutu qu'ils franchissent le fleuve et restaurent son autorité ! Malheureusement pour lui, l'État angolais, dont les troupes ont permis la victoire de Sassou Nguesso, a trois alliés dans la région : Kabila (parce que le Zaïre de Mobutu servait de territoire de repli aux rebelles de l'U.N.I.T.A.), Sassou Nguesso (« marxiste-léniniste » comme Dos Santos) ... et Elf, particulièrement actif dans le golfe de Guinée !

En remettant en selle Sassou Nguesso, Elf-Aquitaine et l'État français ont donc adressé un signal clair en direction des opposants politiques de toute l'Afrique francophone mais également en direction de ceux qui aimeraient bien enterrer définitivement la Françafrique, du Congo-Zaïre de Kabila aux États-Unis. Le remaniement du dispositif militaire français en Afrique (fermeture d'une base centrafricaine et diminution du nombre de militaires en poste) ne doit pas nous leurrer : si l'État français n'a plus les moyens de sa politique impériale, il entend rester un « partenaire » incontournable de l'Afrique francophone.

Patsy. - cercle Bakounine (Nantes)

Krach boursier : les pauvres paieront !

DIX ANS APRES LE KRACH D'OCTOBRE 1987, Wall Street a connu un nouveau « lundi noir », le 27 octobre. L'histoire se répète. Cela n'a rien de surprenant. Déconnectés de l'économie réelle, les marchés boursiers ressemblent à un gigantesque casino. Depuis le début de la décennie, ils grimpaient sans limites apparentes. Ainsi, l'euphorie s'auto-entretenait. Mais cette confiance fragile peut s'évaporer rapidement et entraîner alors l'éclatement de la bulle spéculative.

Comme en octobre 1987, de nombreux journalistes et autres spécialistes n'ont pu se résoudre à incriminer la logique même de la dynamique intrinsèque du marché, sacré et donc parfait. Ils sont donc partis immédiatement à la recherche d'un bouc émissaire. Invoquée, la crise asiatique a été le détonateur donnant le signal du recul plus que la cause de ce nouveau krach planétaire. D'autres spécialistes ont préféré mettre en cause les coupe-circuits (qui permettent de suspendre les cotations au-delà de 10% de chute), accusés de renforcer la panique. Ces mécanismes avaient pourtant été mis en place en octobre 1988 pour éviter un nouveau plongeon fatal.

Les pertes sur les places boursières asiatiques peuvent être estimées à plusieurs centaines de milliards de francs. A Bangkok, deux P.D.G. de sociétés en

faillite se sont suicidés. Mais, au-delà de cette anecdote, ce sont les plus pauvres qui paient et continueront de payer pour les riches. La forte dévaluation, 30% en moyenne sur les monnaies d'Asie du Sud-Est, augmente considérablement le coût de la vie, ce qui a de terribles conséquences pour les plus pauvres. En Thaïlande, des dizaines de milliers de salariés ont déjà été licenciés.

Le sort de l'Asie du Sud-Est pourrait bien être le même que celui du Mexique après la crise de décembre 1994. La fuite précipitée des capitaux, placés à court terme par des spéculateurs, y avait accéléré la chute de la monnaie nationale : le peso avait perdu 50% de sa valeur. Sous l'impulsion des États-Unis et du F.M.I., l'État mexicain s'endetta et s'était alors vu octroyer un prêt histo-

rique de 47 milliards de dollars en échange de l'engagement de mener à bien un plan d'austérité draconien (baisse des salaires, réduction des dépenses publiques, nouvelles privatisations). Un an après, un million de salariés mexicains avaient perdu leur emploi.

La socialisation des pertes

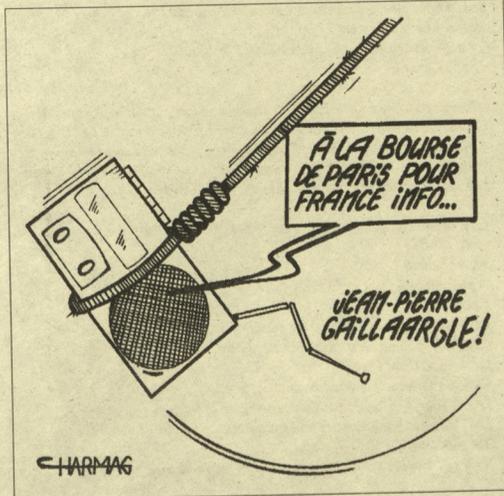
Comme en octobre 1987, l'évolution des marchés le lendemain du krach constitue un enjeu déterminant. Une nouvelle fois, Wall Street, première place boursière, est remontée, donnant ainsi la tendance à l'échelle mondiale. En l'espace de quelques minutes, le marché est passé de l'antichambre de la mort à la résurrection.

Ce « miracle » n'a pourtant rien de mystérieux. La réserve fédérale, la banque centrale américaine, a assuré aux maisons de titres un financement sans condition et illimité de leurs pertes. La bourgeoisie démontre une nouvelle fois qu'elle n'est libérale que lorsque cela l'arrange. Le capitalisme, c'est la privati-

sation des profits et la socialisation des pertes !

L'histoire récente du Crédit lyonnais constitue une parfaite illustration de ce principe. En 1996, les pertes de cette banque ont été épongées sur fonds publics à la hauteur de 100 milliards de francs. Pour donner un ordre de grandeur, cette somme représente entre quatre et cinq fois le budget annuel du R.M.I. A la fin 1996, l'ensemble du système bancaire français portait 350 milliards de francs de créances en Asie du Sud-Est, dont 112 milliards sur Hong-Kong. Pour tenter de rassurer, toutes ces banques assurent évidemment s'être tenues à l'écart du financement de l'immobilier, le risque le plus dangereux aujourd'hui.

Une nouvelle fois, le Crédit lyonnais apparaît en première ligne. En effet, cette banque est l'un des trois plus importants acteurs mondiaux sur les marchés boursiers du Sud-Est asiatique. On sait que c'est déjà dans l'immobilier que s'est construite la débâcle du Crédit lyonnais. Une nouvelle opération de sauvetage sur fonds publics est à prévoir. Patrick. - groupe Durruti (Lyon)



abonnez-vous!

Congrès de l'I.F.A Pour un autre futur

Durant plusieurs semaines, le *Monde libertaire* vous a proposé des textes de réflexions sur la nouvelle situation mondiale ainsi que des présentations de divers organisations libertaires. Nous vous proposons aujourd'hui une rapide présentation des discussions et travaux qui ont été menés au cours du congrès de l'I.F.A. ainsi qu'un aperçu de quelques situations et implications anarchistes de part le monde tel que nous l'ont rapporté les délégués présents. Nous vous présenterons la semaine prochaine les motions adoptées au cours de ce congrès.

LES 31 OCTOBRE, 1^{ER} ET 2 novembre c'est tenu à Lyon le 6^e congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (I.F.A.). Durant trois jours des militants d'organisations libertaires du monde entier (voir l'encadré ci-contre) se sont réunis afin de discuter et débattre de la situation économique, sociale et politique dans nos différents pays ainsi que des actions menées par les anarchistes. A l'heure où la mondialisation du capitalisme et la restructuration des États imposent partout toujours plus de misère et d'exploitation, les anarchistes se devaient de réaffirmer leur internationalisme, se donner des moyens de coordination dans les luttes et tracer des pistes pour la transformation sociale.

Un congrès d'impulsion

C'est plus d'une centaine de délégués issus d'une vingtaine d'organisations anarchistes qui ont confronté leurs analyses et pratiques d'interventions sociales. Si l'I.F.A. existe déjà depuis plusieurs années (voir M.L. n°1094) par la réunion de certaines sections, ce congrès avait pour objectif d'élargir l'influence et les possibilités de cette structure en développant et renforçant la coordination de l'ensemble des anarchistes organisés de part le monde. C'est à ce titre qu'un certain nombre de délégations avaient été invitées afin d'observer d'une part le travail et les perspectives qu'offre l'I.F.A. mais aussi afin de prendre la parole sur leur situation et leurs attentes.

De l'analyse de l'évolution globale du système capitaliste, en passant par les caractéristiques de la situation de chaque pays et continents, à l'étude des positions et pratiques anarchistes dans les questions sociales, notamment autour des questions du travail, de la commune, des relations interprofessionnelles, de l'environnement et de l'écologie, les débats ont témoigné d'une pluralité de situations, d'analyses et d'interventions.

Une pluralité qui n'a pas empêché pour autant d'élaborer une analyse commune en adoptant une motion sur les aspects de la domination et de l'exploitation mondiale. Une motion qui défini les grandes lignes d'une analyse collective au niveau international du système actuel. Notons aussi qu'une seconde motion fut adoptée sur la situation spécifique faite aux femmes de part le monde. Une motion issue d'une commission sur ce thème impulsée par les militantes des diverses organisations.

Au niveau des moyens de coordination que l'I.F.A. s'est donnée il a été réaffirmé la nécessité de mettre en place un bulletin régulier de réflexion et d'information alimenté et en direction des différentes sections. De plus, une

utilisation plus systématique des techniques modernes que sont l'Internet et les courriers électroniques a été décidée. Ces méthodes permettent notamment une circulation beaucoup plus rapide que dans le passé des informations et ainsi rendent plus efficace le soutien et la popularisation internationale de luttes et d'actions menées ainsi que l'organisation de la solidarité et de la diffusion de protestations en cas de répression. Afin de populariser nos idées et nos actions l'I.F.A. possède d'ailleurs son propre site Internet dont la gestion et la coordination est assurée actuellement par la Fédération allemande. Néanmoins l'ensemble des sections sont bien conscientes que cela ne remplacera jamais le travail de diffusion d'idées, d'organisation et d'implication directe dans les luttes sociales.

Dans cette logique il va être tenté de mettre en place une solidarité humaine et matérielle concrète au niveau de zones géographiques. Dans ce sens un premier travail va être fait pour les pays de l'Est. Une première réunion de travail s'est tenue durant le congrès, autour de l'I-AFD allemande chargée de la coordination pour cette zone, regroupant les organisations croate, russe, biélorusse, tchécoslovaque et ukrainienne.

Pour terminer, sur les perspectives d'actions communes, il a été donné comme mandat à la commission de relation de l'Internationale des Fédérations anarchistes (CRIFA), structure de coordination entre les congrès composée de représentant de chaque sections adhérentes) d'étudier à partir d'un rapport présenté par nos camarades allemands la possibilité d'organiser une journée mondiale d'action anarchiste. De même à la demande des Italiens il sera étudié la possibilité de mener une campagne internationale contre le jubilé de l'église catholique prévu pour l'an 2000.

Des situations diverses

La première journée du congrès a été en très grande partie consacrée à la présentation de chaque organisation et de la situation dans laquelle elle évolue. Il nous semble important de présenter succinctement certaines d'entre elles soit parce qu'elles reflètent d'un renouveau de dynamisme des idées et actions libertaires soit car elles témoignent du développement de notre mouvement dans des zones où il était absent depuis longtemps.

En Espagne, où le mouvement anarchiste connaît une veille tradition, nos camarades estiment qu'il se déroule actuellement au sein des classes populaires de leur pays un phénomène de rejet de ce qu'ils ont nommé «l'embourgeoisement de la société» qui s'installe depuis le début des années 80. Un mouvement de rejet qui s'explique en grande partie par le durcissement de

la situation économique et se traduit par un net regain des luttes sociales. Dans ce contexte, les organisations libertaires semblent alors trouver un écho plus fort et connaître un développement de leur implantation.

Nos camarades de la F.A.I. italienne ont montré que leur pays connaît lui aussi une forte agitation sociale dans un contexte d'un gouvernement de gauche plurielle fort similaire à celui de la France. Aujourd'hui la F.A.I. apparaît clairement comme la partie la plus vivante du mouvement anarchiste en Italie et au cours de ces dernières années, elle a connu une lente mais certaine augmentation de ces adhésions. Cette organisation de tradition idéologique issue de Malatesta, Fabri et Berneri a rappelé que toute son action était tournée vers le développement de l'anarchisme social. Elle a notamment joué un rôle important dans l'émergence des comités de base (Cobas) dans les entreprises ainsi que du syndicalisme alternatif. Le 18 octobre dernier une manifestation contre les mesures du gouvernement de gauche a rassemblé plus de 50 000 travailleurs autour de la revendication centrale de l'autogestion. Au cours de l'année la F.A.I. a aussi mené des campagnes anticléricale et antimilitariste notamment contre l'intervention militaire italienne en Albanie. Enfin, ces camarades nous ont aussi averti qu'il demeure en Italie une forte tradition de répression de la



part de l'État issue des années 70 et dont la F.A.I. fut victime au cours de l'année en ayant subi plusieurs perquisitions.

La plupart des camarades des pays de l'est ont expliqué que dans tous leurs pays, en raison de la chute de plomb du stalinisme durant de nombreuses années le mouvement anarchiste a été décimé. Ils leur faut donc reconstruire le mouvement et leur action se concentre donc essentiellement autour d'un travail de propagande. L'action menée par les camarades de Biélorussie semble néanmoins particulièrement importante.

La Biélorussie est un pays évoluant de plus en plus vers la dictature au travers de la mise en place d'un État policier où les libertés publiques sont réduites et où il y a une forte répression politique. Dans ce contexte nos camarades sont obligés d'organiser des meetings illégaux qui attirent un grand nombre de travailleurs. La Fédération

anarchiste biélorusse, essentiellement composée de militants anarcho-communistes, semble avoir une forte implantation dans certaines villes comme Minsk où elle a notamment impulsé une union de chômeurs. Dans chaque conflits sociaux il y a une présence spécifique anarchiste dans les mobilisations. Néanmoins la répression est importante et de nombreux camarades connaissent régulièrement des périodes d'emprisonnement.

Terminons cet aperçu partiel de certaines situations qui nous ont été présentées par les informations qui nous ont été apportées par les camarades de Guyane. Ils ont rappelé que cette partie de l'Amérique du sud, théoriquement considérée comme étant la France est un pays colonisé subsistant essentiellement la pression des lobbies européens implantés autour des bases aéronautiques.

En Guyane la situation sociale apparaît comme catastrophique avec un taux de chômage officiel de 29% mais qui en réalité approche les 40%. En novembre 1996, le pays a connu une période d'insurrection généralisée lorsque la jeunesse est descendue dans la rue. Un mouvement qui fut alors fortement réprimé par l'État français, faisant de nombreux blessés ainsi qu'un mort, et dont tout écho vers la métropole fut étouffé. Ce mouvement a fait émerger une certaine conscientisation notamment autour de la nécessité de prendre en main son devenir.

L'organisation No pasaran-ASFALT est encore un petit groupe informel composé de militants rejetant la notion nationaliste de peuple guyanais et étant rentrés en rupture avec l'UTG (Union des travailleurs guyanais) en raison de sa stratégie réformiste aujourd'hui inféodée à la CGT française. Pour ses militants la voie libertaire est alors apparue comme la bonne alternative pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme de l'État français. L'I.F.A. leur est alors apparue comme une structure leur permettant de s'inscrire dans une globalité d'action. Notons que dans le souci de renforcer les liens avec en premier lieu les militants anarchistes vivant en France ils ont apporté au congrès une déclaration de solidarité avec la lutte des sans-papiers.

Si ce congrès a connu, comme tous congrès, ses moments de tensions mais aussi d'intense fraternité (notamment lors des confrontations des capacités de chants révolutionnaires des diverses délégations) il n'en demeure pas moins que des liens ont été renoués et renforcés. A l'heure où la barbarie capitaliste se fait toujours plus grande seule la lueur de la révolution sociale nous fait garder espoir en se rappelant que l'Internationale... sera le genre humain!

David. — groupe Durruti, membre de la délégation française

Organisations anarchistes présentes au congrès de l'I.F.A. :

- ACF (Fédération anarcho-communiste) : Grande-Bretagne
- AFEU (Fédération anarchiste des ukrainiens de l'est) : Ukraine
- Alas de xue : Colombie
- Coordination anarchiste : France
- FAB (Fédération anarchiste bulgare) : Bulgarie
- FAF (Fédération anarchiste de langue francophone) : France et Belgique
- FAI (Fédération anarchiste ibérique) : Espagne et Portugal
- FAI (Fédération anarchiste italienne) : Italie
- Fédération anarchiste biélorusse : Biélorussie
- Fire Bomb : Hollande
- FSA (Fédération anarchiste sociale) : Tchécoslovaquie
- I-AFD (Initiative pour une Fédération anarchiste en Allemagne) : Allemagne
- KRAS (confédération révolutionnaire anarcho-syndicaliste) : Russie
- No pasaran-ASFALT : Guyane
- SAL (Fédération anarchiste finlandaise) : Finlande
- Union anarchiste : Italie
- WSF (workers solidarity federation) : Afrique du sud
- Zapo : Croatie

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT, internationale anarcho-syndicaliste) était aussi invité comme observatrice et l'I-AFD d'Allemagne a apporté le salut des camarades anarchistes Turc de l'organisation Kaos qui n'ont pu venir participer au congrès en raison du refus des autorités de leur pays de leur accorder un visa.

Organisations ayant envoyé leurs salutations et soutien au congrès de l'I.F.A. :

- ADA : Russie
- Alpha : Ukraine
- Apoyomutuo : Mexique
- CIRA (Centre international de recherche sur l'anarchisme) : Suisse
- CNT-AIT (Confédération nationale du travail) : Espagne
- Colectivizacion : Pérou
- FAG (Fédération anarchiste gaucha) : Brésil
- FAP (Fédération anarchiste polonaise) : Pologne
- SAC (Confédération anarcho-syndicaliste de Suède) : Suède
- Torpedo : Serbie
- WSM (Workers solidarity movement) : Irlande.

The Full Monty. Peter Cattaneo

ASHEFFIELD, À L'A.N.P.E. locale, les copains sont au désespoir. Tous cherchent du travail, la sortie du tunnel. Gaz, Robert Carlyle, doit payer la pension alimentaire de son gamin, sinon il ne le verra plus. Et Gaz aura l'idée: si on faisait comme les Chippendales, et si on faisait un strip-tease, en groupe, et si, à la fin, on montrait tout? Ça peut rapporter gros, si ça marche... Ils se mettent tous à rêver, mais ils ont tous peur.

Et s'il était trop gros, et s'il ne pouvait surmonter sa peur, et si sa femme, face à ce «dévèrgondage», ne lui enlève le gamin pour toujours? Difficile est la mise en route. Ils apprennent à danser, à être en scène, ils se préparent, mais les crises éclatent. L'humour et l'esprit d'invention de Gaz ne faiblira jamais. C'est un divertissement exquis. On pleure de rire et on participe à une entreprise solidaire et salutaire. Les copains en sortent - c'est ce que

vous allez voir - aguerris, plus riches, plus heureux... Cela tient du conte de fée, car les rebondissements - et ils sont nombreux - maintiennent le film à un haut niveau d'exigence. Le gamin, les amis de passage, font le public et testent leur spectacle. Allez le voir. Tous les comédiens sont excellents. Et la star, Robert Carlyle, bien connu des films de Ken Loach, n'est qu'un acteur parmi d'autres.

Heike Hurst. - fondu au noir (Radio libertaire)

Lettre ouverte d'un otage à qui voudra entendre

Un surveillant de prison a porté plainte contre Radio libertaire car il s'est estimé «diffamé» dans un courrier de janvier 1997, lu à l'antenne dans l'émission Ras-les-Murs. Pour ce qui nous concerne, nous ne cesserons pas de dénoncer la violence ordinaire qui constitue le quotidien des détenus. L'un d'entre eux nous a fait parvenir ce témoignage.

UNE PRIVATION DE LIBERTÉ en milieu fermé s'effectue dans la promiscuité totale et permanente. La répartition distincte promulguée dans les textes de loi, à savoir: séparation des différentes catégories de détenus, dissociation selon les délits commis, distinction d'âge, de mœurs, de confession, discernement psychique et psychologique, le droit à l'information, le respect des structures familiales (rapprochement), l'intimité, etc. sont quotidiennement bafoués.

Pourtant, tout cela est régi par les articles D 58, 59, 83, 84, 85, 88, 89, 90 du code pénal et sûrement par d'autres que j'ai oubliés et qui sont par ailleurs

inconnus du personnel pénitentiaire dans sa majorité. Il s'ajoute à tout cela un règlement intérieur à la détention sensé venir parfaire les points de détail laissés à l'appréciation du pouvoir pénitentiaire, pierre angulaire de préceptes stricts, mais celui-ci reste inconsultable.

Toutes nos légitimités sont inexistantes. L'arbitraire est flagrant, mais hors de la vue du citoyen tenu dans l'ignorance et sollicité pourtant de sa participation à notre entretien: budget de la justice: 24 milliards de francs soit 413 F par habitant.

Aux vu des organismes qui s'investissent dans la défense des droits: Cour européenne de justice, Ligue des droits de l'Homme, Association de la prévention

de la torture et des traitements ou peines inhumaines et dégradantes, et l'O.I.P., que ces situations soient dénoncées pompeusement ne change rien à l'affaire et l'iniquité demeure et ce, malgré l'assurance du principal ministre concerné, la Justice. La détention est un espace despotique, incontrôlable qui leur échappe totalement.

Si, par le plus grand des hasards, un esprit vif, une intelligence logique, rationnelle et sagace se manifeste en se révélant combatif, il sera muselé, appelé tout en nuance à coopérer, récupéré par quelques traitements de faveur à peine dissimulés ou quasi contraint, de gré ou de force, à se plier pour le bon déroulement de sa détention.

S'il s'avère encore rétif, toutes les vicissitudes s'abattent alors, sans retenue, sur et dans sa tête jusqu'à la violence physique. Son entité sera laminée. Sa destruction sera assurée dans ce haut lieu de misère morale, sociale et affective qui est rôdé à la déconstruction individuelle à l'abri des regards.

L'administration pénitentiaire génère elle-même, par répercussion, sa propre caution à la pérennité de son travail, fabricant, par le biais de l'infantilisation et de l'assistanat, des délinquants qui leur assurent une sécurité plein emploi dans le temps.

Noël, détenu de Fresnes.

à la petite semaine

Les clercs obscurs

Dans les hautes sphères d'une certaine pensée française, la plus outrageusement voyante et la plus exportée, les neurones défensifs de quelques têtes pensantes de métier ont revêtu la tenue de combat depuis qu'une offensive étrangère, et donc indigne, a déchiré brutalement son masque, découvrant son vrai visage de bouffon vaniteux.

Depuis des lustres, les m'as-tu-vu du discours psycho-sociologico-politico-philosophique estampillé haut de gamme, fuyant la clarté et la limpidité du propos comme autant d'obstacles à la reconnaissance de leur puissant génie, ont entrepris d'étayer les branlantes constructions d'esprit, toutes de charabia prétentieux, à l'aide d'emprunts à des disciplines scientifiques dont ils ignorent jusqu'au b.a.-ba. Mais l'ignorance, on le sait, ne saurait constituer un frein sérieux à l'étalage de l'érudition en toc des cuisines intelto-médiatiques, l'important étant que le vide des démonstrations soit rempli d'une argumentation farfelue, voire grotesque, mais suffisamment péremptoire et d'un hermétisme snobinard tel qu'il passera toujours pour un savoir considérable et d'une folle originalité auprès d'un parterre de naïfs peu exigeants, dans le besoin permanent de vénérer des idoles.

Nos penseurs charlatans, du moins ceux qui sévissent encore, aurait pu continuer ainsi à se vautrer au mieux dans une imposture intellectuelle profitable, mais voilà que, grâce à un canular des plus délicieux, deux scientifiques - un Américain forcément impérialiste bientôt rejoint, horreur, par un confrère belge -, se penchant sur les travaux de nos baudruches gonflées au vent de la fatuité, ont eu l'outrecuidance antifranaïse de parler de ce qu'ils connaissent - en termes clairs, quels indécentes! - et de dénoncer par là même le bavardage pédant des Lacan, Derrida, Guattari, Deleuze et autres ineffables Baudrillard et Kristeva.

Connu sous le nom d'«affaire Sokal», du nom de l'odieux Yankee évoqué ci-dessus, l'événement secoue le monde qui réfléchit à notre place, non sans inquiétude en ces temps de crise de l'emploi. Car si la profession d'intellectuel de renom doit désormais consister à tenir des propos ou à présenter des écrits intelligibles, cohérents et pertinents, touchant à des domaines que maîtrisent leurs auteurs, le tout accompagné d'une modestie bien venue, cela va encore entraîner des licenciements...

Floréal

Des libertaires font parler d'eux...

Samedi 8 novembre sur TFI à 13 h 20 dans le cadre de l'émission « Reportages »: un film d'un quart d'heure sur l'école libertaire Bonaventure.

Lundi 10 novembre de 20 h à 21 heures sur France-culture dans le cadre de l'émission « L'histoire en direct » aura lieu un débat sur le thème: « Les radios libres: 1977-1983 » avec des représentants de Carbone 14 (Lafesse), Radio verte, Sky Rock, Radio libertaire (Floréal) et l'ancien ministre de la Communication Georges Fillouud.

Librairie du Monde libertaire forum

avec Floréal, à l'occasion de la parution en brochure de « A la petite semaine »

le 8 novembre à 16 h 30

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 6 novembre à 8 h 30:

Ni maître ni Dieu reçoit Aimé Palisse et Maurice Mas pour parler des anarchistes enterrés au Père Lachaise.

jeudi 6 novembre à 20 h 30:

Microclimat recevra Maryse Arditi, physicienne, membre du Groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire.

vendredi 7 novembre à 14 h 30:

Jazz en liberté: Hervé Bourde trio en public (1995); Anthony Ortega duo (1196); Thomas Chapin quartet (1984).

mardi 11 novembre à 8 h 30:

Boulibai session: interview de Pablo Moses

mardi 11 novembre à 10 h 30:

Abalalo reçoit Floréal, auteur des billets « A la petite semaine » dans le Monde libertaire

mercredi 12 novembre à 10 h 30:

Blues en liberté: Fred Mc Dowell ou la redécouverte du Mississippi blues.

mercredi 12 novembre à 14 heures:

Le manège reçoit Guillaume Dustant autour de son livre « Dans ma chambre je sors ce soir » (POL)

LECTURE

Écrits libertaires. Michel Bakounine*

VOILÀ UN RECUEIL de «textes choisis» du célèbre anarchiste. Court, une centaine de pages de petit format, et doté d'une présentation non moins intéressante que celles qu'on a pu connaître jusqu'à présent. En effet, ce petit livre est édité par «Le temps des cerises», éditeur que l'on qualifiera de proche du parti communiste (1). Il va de soi par conséquent que la présentation et le choix de textes ne sauraient être anodins.

Les marxistes nous ont déjà fait rire à propos de Bakounine. On se souvient de Jacques Duclos, auteur (du moins son nom était sur la couverture) d'un «Bakounine-Marx, ombre et lumière» puis d'un autre recueil de textes édité par Pauvert dans lequel le préfacier s'écriait: «Bakounine est marxiste».

Notre curiosité est donc forcément attirée vers la présentation de ce nouveau recueil. Et elle n'est pas déçue. Pourquoi donc des marxistes éditent-ils Bakounine aujourd'hui?

L'auteur de l'introduction constate «l'échec des régimes socialistes (2)» et estime que «les mises en garde de Bakounine [...] auraient dû être prises plus au sérieux, d'autant que ses conceptions étaient partagées par une fraction notable des ouvriers les plus combattifs».

Il relativise comme il peut l'apport de Bakounine en écrivant que s'il «a pu de manière prémonitoire avoir raison sur les dangers d'une dérive dictatoriale dans les sociétés socialistes organisées sur une base marxiste» il s'agit d'une «ironie de l'histoire». Les millions de vic-

times du goulag ne sont plus là pour apprécier l'ironie... Malheureusement, la «prédiction» du contradicteur de Marx était simplement logique; la dictature ne mène pas à la liberté.

Surtout, notre auteur veut bien se servir de Bakounine pour contribuer à expliquer en quelque sorte la chute du mur, mais surtout il demande de ne pas aller plus loin. Il prévient à deux reprises que la peste est derrière: «[...] l'objectif du non-État est dans l'étape actuelle une revendication dangereuse, récupérée dans sa totalité par les théoriciens et les praticiens de l'ultralibéralisme». Comme si la Fédération anarchiste d'aujourd'hui roulait pour Madelin...

Sans parler des «amabilités» dont Bakounine est encore gratifié dans l'introduction, on trouvera ensuite, néanmoins, de très bonnes pages, significatives de la pensée bakouninienne. Bien sûr le saucissonnage est terrible et frustrant, mais pour qui veut une introduction rapide et peu onéreuse aux idées de Bakounine, il suffira d'en lire les extraits qui sont contenus dans ce petit livre.

Le Furet

* *Écrits libertaires*. Michel Bakounine. Édition Le Temps des Cerises. 50 F.

(1) On trouve dans la liste des membres fondateurs nombre de compagnons de route ainsi que des encartés de toujours.

(2) Toutefois en nuanciant - il ne va quand même pas s'étrangler - que cet échec «ne peut être attribué aux seuls successeurs de Marx, qu'ils fussent léninistes, staliniens, maoïstes ou castristes.»

vie du mouvement

SAINT-OUEN

Un local associatif est menacé

C'EST TOUJOURS AU MOIS d'août que le pouvoir choisit de porter les coups les plus bas, cela allant de l'augmentation des prix du tickets de métro à l'ouverture de l'église Saint-Bernard à coups de hache pour arrêter les sans-papiers. La mairie de Saint-Ouen a aussi choisi cette période estivale, moins propice à la mobilisation, pour s'attaquer au local associatif du 31 rue Farcot à Saint-Ouen.

Le 11 août 1997, le service urbanisme de la mairie de Saint-Ouen envoie au P.O.U.M., l'association de gestion du local, un procès verbal qui lui reproche d'avoir opéré un « changement de destination du lieu, (locaux d'activités transformés en espace culturel recevant du public) sans autorisation administrative ce qui constitue une infraction au code de la construction et de l'habitation ». Le 22 août, nous recevons de la part d'un huissier envoyé par la propriétaire un commandement de quitter les lieux déclarant que « faute de ce faire, toutes

voies et moyens de droit seront employés, notamment l'expulsion, et ce, avec l'assistance de Monsieur le commissaire de police compétent, et de la force armée [sic], si besoin est. »

Alors que le P.O.U.M. demande à ouvrir un dialogue avec le propriétaire du lieu et la municipalité pour régulariser la situation du 31 rue Farcot, cette dernière ne répond pas, cherche à fermer le local pour des raisons de sécurité et pousse le propriétaire à engager une action en justice pour notre expulsion.

On peut se demander ce que la mairie de Saint-Ouen reproche à ce qu'elle appelle normalement « une initiative citoyenne » qui s'attaque à des problèmes qu'elle entend elle aussi combattre.

Les organisations qui se regroupées, depuis décembre 1996, au sein du P.O.U.M. ont une vocation culturelle, artistique, syndicale et sociale. Les activités menées par les associations Droit au logement (D.A.L.), Échanges, Vent du chemin, le syndicat du 93 de la Confédération nationale du travail (C.N.T.)

et les artistes du lieu vont du soutien scolaire à la réalisation de débats-projections en passant par des permanences syndicales, des débats sur le logement, des réunions d'associations du lieu et d'ailleurs, des chantiers jeunes internationaux, des représentations théâtrales...

Est-ce l'indépendance politique des organisations du 31 rue Farcot qui dérange la municipalité? Veut-elle notre expulsion comme elle accepte que des familles audonniennes soient expulsées de leur logement et jetées à la rue, tout en se proclamant pour le droit au logement? Entend-elle, comme l'a fait à Vitrolles le Front national avec un café associatif, murer le 31 rue Farcot en invoquant des raisons de sécurité sans accepter d'entamer un dialogue constructif avec les organisations du lieu?

Nous n'osons pas y croire et appelons toutes les personnes qui se sentent concernées par les objectifs et les activités du P.O.U.M. à se préparer à sa défense. P.O.U.M. (Pour ouvrir une maison) P.O.U.M., 31, rue Farcot, 93400 Saint-Ouen

TOURS

Les grenouilles du pape assiègent le C.I.V.G.

A SEULEMENT VINGT ANTI-IVG (et dont la moitié seulement était de Tours), on peut dire que Xavier Dor et le FN (dont quelques dirigeants locaux étaient présents) ont subi un échec ce samedi 25 octobre, démontrant une nouvelle fois que leur capacité de mobilisation dans cette ville paraît presque inexistante.

Par contre, le mouvement libertaire organisé (F.A., C.N.T., No pasaran !) a pu mobiliser près de la moitié des cent personnes présentes au contre-rassemblement et mener la danse à sa guise. Encerclés de toute part dès leurs arrivées au C.I.V.G., protégés par les C.R.S. et sous les jets constants de cacahouètes, les anti-IVG se sont repliés au bout d'une heure et demie, leurs cantiques et leurs prières ne pouvant franchir le mur sonore de nos chansons et de nos slogans. L'ordre moral remontant en flèche (aidé, entre autres, par les venues successives de leur suprême gourou), les attaques contre l'avortement sont de plus en plus nom-

breuses: projets de loi, commandos, C.I.V.G. fermant faute de crédits alloués, arrêt de la commercialisation de la pilule abortive RU 486...

Il nous faut revendiquer encore et encore la pleine maîtrise de notre sexualité et de notre corps, l'avorte-

ment et la contraception libres et gratuits, et s'opposer à ces manifestations d'un autre siècle, la prochaine se déroulant à Versailles (à l'hôpital du Chesnay) le 8 novembre.

Khader
groupe libertaire de Tours



Feuilleton judiciaire contre Radio Libertaire (épisode n°3)

Rappel des faits

10 septembre 1997, à 14 h 30: un juge d'instruction, un greffier et le procureur du parquet de Versailles ont perquisitionné pendant plus de deux heures la librairie du *Monde libertaire*, accompagnés d'une quinzaine de policiers. A 18 heures, ils perquisitionnent aussi le studio de notre radio.

Que cherchaient-ils?

La lettre d'un détenu lue à l'antenne de *Radio libertaire*, lors d'une émission *Ras-les-Murs*, début 1997.

Que disait cette lettre?

Elle dénonçait l'exploitation dont sont victimes les détenus dans les ateliers des prisons, le non-respect absolu du droit du travail (salaires, hygiène, cadences, congés payés, représentation des salariés, etc.).

Le nom d'un surveillant ayant la responsabilité des ateliers a été cité lors de la lecture de cette lettre. Informé du contenu de cette émission il porte plainte.

Qu'est-il reproché à D.M.C.?

L'avis de mise en examen nous reproche d'avoir « radiodiffusé une lettre émanant d'un détenu de la maison d'arrêt de Bois d'Arcy, dont certains passages portent atteinte à l'honneur ou à la considération d'un fonctionnaire dépositaire de l'autorité publique »

14 octobre 1997: Elisabeth Claude, présidente de Radio libertaire, est interrogée par le juge d'instruction. A cette occasion, nous avons appris que, pour une plainte « en diffamation », la juge ne peut pas effectuer d'investigation sur les faits. Si les faits sont prouvés, la diffamation tombe!

La Fédération anarchiste mettra tout en œuvre pour prouver qu'il n'y a pas eu diffamation, mais information, pour continuer à révéler ce qui se passe dans les ateliers, les conditions de détention et, surtout, à revendiquer la disparition de ces lieux d'humiliation permanente.

Par ailleurs, la juge ayant reconnu la voix de Nicole, tant sur la cassette en sa possession que lors de la perquisition, a décidé la mise en examen de cette animatrice de l'émission *Ras-les-Murs*. Cette dernière est dans l'attente d'une parution devant la juge.

Que risquons-nous? Sur le plan juridique, ce peut être une peine de prison ou une amende.

Si l'arbitraire et les abus cessaient en prison, Radio libertaire n'aurait aucune raison de les dénoncer. Les anarchistes n'auraient plus alors pour objectif que l'abolition de la prison.

Radio libertaire
Fédération anarchiste

LORIENT - 8 novembre 10 heures contre les enfants de Pétaïn

organisées par L'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste

Salle Cosmao Dumanoir

Ouverture à 14 heures

14 h 45: **chansons** avec Les Goristes: chansons pamphlétaires avec Yvon Etienne, Patrick Audouin, Jacky Thomas...

16 heures: **Débat** (analyse de la situation - les sans papiers...) avec: Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, Bertrand Dekonninck commission anti fasciste de la FA, un représentant de la coordination nationale des sans-papiers

17 h 45: **musique** avec Les White-Spirit groupe de rock

18 h 45: **Forums**: - Le nationalisme, le patriotisme... avec Gaetano Manfredonia, historien;
- La réforme de l'armée, l'antimilitarisme aujourd'hui... avec Franck Combaud, militant libertaire;

A partir de 20 heures,

Musique - concert - cabaret

20 h 15: F.C.S.G. (rap)

21 h 15: Net Aimée (chansons Afro...)

22 h 30: Rue de l'Gouaille (rock celtique)

Entrée: gratuite l'après-midi; 30 F à partir de 20 heures.

Pour les Rennais un départ en car sera organisé s'adresser à: F.A., c/o MJC La Paillette, B.P. 35038 Rennes cedex (Joindre 80 F).

A G E N D A

Vendredi 7 novembre

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. organise une **réunion publique sur les drogues**: contre les logiques répressives et étatiques à l'Étincelle, 26, rue Maillé à 20 h 30.

OCTEVILLE (50): Le groupe de Cherbourg de la F.A. vous invite à une conférence-débat sur le thème « Pourquoi la Fédération anarchiste aujourd'hui, analyse de la situation actuelle » à **20 h 30 au foyer Jacques Prévert**.

PARIS: Le groupe Louise Michel organise un espace vidéo libertaire « **La lanterne noire** » à 20 h 30, 10, rue R. Planquette (18^e). Projection au choix de *Les Croix de Bois* ou *Les sentiers de la Gloire*.

Samedi 8 novembre

LILLE: Le Centre culturel libertaire Benoit Broutchoux (1-2 rue Denis du péage) vous invite à 17 h 30 une vidéo-débat sur le « **Non au nucléaire civil et militaire** ».

LYON: Débat à 15 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre Blanc (1^{er}) animé par la Fédération anarchiste sur « **Les sans-papiers face à la loi Chevènement** ».

mardi 11 novembre

NOISY-LE-GRAND (93): Le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyenne contre l'ordre moral organise une **manifestation contre la haine** à **12 heures à Champy** (face à la sortie du RER-Noisy-Champs).

mercredi 12 novembre

LUNEL (34): La liaison Lunel de la Fédération anarchiste vous invite à une table ronde sur **les luttes sociales** à la bourse du travail à 20 h 30, rue Lakanal (près de la mairie).

vendredi 14 novembre

MONTPELLIER: Le collectif Journées libertaires de Montpellier (CJL) organise une conférence-débat à 20 h 30 salle de la Pétrarque (place Pétrarque) sur le thème: **Chine, les dissidents et la question sociale** avec Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve, auteurs de « Bureaucratie, bagues et business » (éd. *L'Insomniaque*) et Angel Pino auteur de « Wei Jingsheng ».

vendredi 21 novembre

BESANÇON: Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise une réunion publique animée par René Berthier sur « **Il y a 80 ans la révolution russe, une analyse libertaire** » à 20 h 30 au cercle suisse (4, rue de Lacoré).

mercredi 26 novembre

TOURS: Le groupe libertaire organise un **débat vidéo-bouffe** sur le mouvement ouvrier et le syndicalisme à Utopia, 32, rue Carnot à partir de 19 h 30.